

ONU : bouée de sauvetage pour Abbas et son équipe. Mais après ?

vendredi 30 novembre 2012 - Gregg Carlstrom

C'est une victoire symbolique, et une compensation pour le fiasco de l'année dernière quand Abbas a voulu la pleine adhésion aux Nations Unies, ce qui demandait l'approbation du Conseil de Sécurité. Abbas n'avait même pas gagné suffisamment d'appuis pour pouvoir présenter le projet d'adhésion.

L'objectif numéro un d'Abbas et des ses "cronies" [petits copains] de l'Autorité de Ramallah, c'est de continuer leur business comme si de rien n'était : collaborer avec les sionistes, voyager d'une capitale à l'autre, s'enrichir, museler la presse et l'opposition... En résumé : durer.

Aussi, qu'en est-il maintenant ? J'ai posé cette question - que ferez-vous le 30 novembre ? - à une panoplie d'officiels et d'analystes palestiniens au cours des derniers jours.



Leur réponse unanime était de ne pas répondre. « Laissons cela jusqu'au jour d'après, » a dit Husam Zumlot, un vieux routier de l'Organisation de Libération de Palestine. « Je ne veux pas spéculer, » a dit Hanane Ashrawi, une autre vieille professionnelle de l'OLP. Et ainsi de suite, peut-être avec une bonne raison : cette avancée diplomatique apporte peu de réels avantages.

Le plus significatif, c'est que les Palestiniens pourraient ratifier le Statut de Rome et accéder à la Cour Pénale Internationale, ce qui leur permettrait de porter plainte contre les Israéliens - pour des crimes de guerre commis à Gaza, ou pour la construction illégale de colonies en Cisjordanie occupée.

Des milliers de personnes, depuis des officiers de l'armée jusqu'aux colons, pourraient être l'objet de poursuites au niveau international.

Le gouvernement israélien a récemment largement atténué ses critiques quant à la demande palestinienne à l'ONU, et a diminué ses menaces sur les conséquences. Mais en contrepartie, les sources à Jérusalem indiquent que si les Palestiniens rejoignent l'ICC [Cour Internationale de Justice], la réaction israélienne sera très dure, et inclura des mesures comme couper le reversement des taxes et droits de douane à l'Autorité de Ramallah.

Une avancée symbolique à l'ONU est une chose, mais une vague d'actes d'accusation qui empêcheraient effectivement les officiels israéliens de se déplacer à l'étranger, en serait une autre...

Ce qui explique que les Palestiniens soient craintifs quant à exprimer leurs intentions. Aucun des fonctionnaires de l'OLP que j'ai interviewés ne parle de projets vis-à-vis de la cour internationale.

(Plusieurs pays européens, dont spécialement le Royaume-Uni, semble-t-il, ont offert de voter « oui » à l'ONU en échange d'une promesse palestinienne de ne pas rejoindre l'ICC).

L'admission à l'ONU permettrait également aux Palestiniens d'intégrer des douzaines d'organismes de l'ONU, comme l'Organisation Mondiale de la Santé [on peut supposer que cela représenterait des débouchés financièrement intéressants pour Abbas et son équipe - N.d.T].

Mais cela, aussi, a été découragé, parce que les États-Unis sont maintenant obligés par une de leurs lois de couper tout financement à tout organisme de l'ONU qui reconnaît un État palestinien. L'UNESCO a accepté l'année dernière la Palestine en tant que membre de plein droit, et les USA ont aussitôt gelé 80 millions de dollars de financement annuel, ce qui représente plus d'un cinquième du budget de l'organisation.

« C'est toujours bon à prendre, mais ce n'est pas ça qui mettra fin à l'occupation, » était le sentiment général des Palestiniens concernant l'adhésion aux Nations Unies.

Symbolique ou pas, c'est une défaite diplomatique importante pour le gouvernement israélien, qui a passé des mois à faire pression agressivement à l'échelle de la planète pour que le vote soit « non ».

Mais ce n'est finalement rien qu'un autre bout de papier de plus émis par une organisation mondiale qui a si souvent déçu les Palestiniens. « Vous avez plus de 200 [ou] 300 résolutions aux Nations Unies, et qui sont restées sans application, » a dit Ghazi Hamad, un responsable du Hamas [résistance palestinienne] à Gaza.

Le résultat le plus attendu du vote de jeudi, peut-être, sera l'effet sur les entretiens de réconciliation entre le Fatah et le Hamas.

Ce dernier a été remarquablement positif au sujet de l'initiative d'Abbas, organisant même un rassemblement public aujourd'hui à Gaza pour montrer son appui - un contraste radical avec l'année dernière, quand les responsables du Hamas avaient superbement ignoré l'initiative et découragé toutes les manifestations publiques.

Les officiels palestiniens en Cisjordanie ont présenté le vote de l'ONU comme un fait de « résistance, » une victoire qu'Abbas pourra brandir face à ce qui est largement perçu comme une victoire remportée par le Hamas dans la guerre de huit jours de la semaine dernière avec Israël.

Les entretiens de réconciliation ont capoté des dizaines de fois dans le passé. Mais peut-être le succès à l'ONU donnera à Abbas un peu d'entrain pour jeter un pont sur ses différences avec un Hamas plus renforcé que jamais..

29 novembre 2012 - Al-Jazeera - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://blogs.aljazeera.com/blog/mid...>

[Traduction : Info-Palestine.eu](http://Info-Palestine.eu) - al-Mukhtar